

Olivier Galzi : « Le Grand Avignon doit rester une communauté de destin »



A l'instar de l'ensemble des autres candidats aux dernières élections municipales à Avignon, Olivier Galzi, le nouveau maire de la cité des papes, a clairement exprimé son souhait de briguer la présidence du Grand Avignon. Une décision motivée tout particulièrement par sa volonté d'aller chercher en dehors de l'agglomération les moyens de réaliser les projets des 16 communes membres, quelle que soit leur couleur politique ou leur taille.

« Dans le Grand Avignon, il n'y a pas de petits maires et de grands maires, rassure immédiatement Olivier Galzy, [le nouveau maire de la cité des papes](#) lorsqu'on l'interroge sur sa vision du fameux '3^e tour' afin de déterminer la future gouvernance de l'intercommunalité.



Ecrit par Laurent Garcia le 30 mars 2026

« Certes, poursuit-il, il y a des maires de petites communes et d'autres de grandes villes, mais nous sommes tous des maires à parité. Car le sujet, c'est surtout notre capacité à avoir une vision et à la porter collectivement dans un cadre où chaque maire doit jouer son rôle. Le Grand Avignon, c'est donc avant tout un bassin de vie. C'est à cette échelle que l'on doit porter des projets structurants. Pas seulement pour la ville-centre, mais pour toutes les communes constituant ce territoire de vie commun. Notamment dans les municipalités les plus petites où le maire ne dispose pas d'une importante administration pour l'épauler. Dans ces municipalités, le maire porte souvent absolument tout, y compris l'exécution. C'est pour cela que j'ai un très grand respect pour eux, leur travail et leur investissement. »

« Je suis là pour faire en sorte que quand un maire veut faire quelque chose, le 'chèque' soit le plus important possible. »

Olivier Galzi

Quel cap et quelle feuille de route pour le Grand Avignon ?

« Le principe même d'une agglomération, c'est de mutualiser l'ambition et une partie des moyens de ses communes membres. Le projet de territoire, c'est donc notre dénominateur commun que l'on soit un maire de gauche, de droite ou du centre... Mais qui mieux que le maire sait ce qui est bon sur son territoire, car le but d'une aggro ce n'est pas de le déposséder de sa vision politique de son territoire. Au contraire, elle est là pour l'aider et l'accompagner. »

« S'il y a un projet structurant dont le financement dépend de l'agglo sur une commune, il est évident que le chef de file de ce projet c'est, et cela restera, toujours le maire, réitère Olivier Galzi. Je ne suis pas là pour dire aux maires ce qu'il faut faire sur leur commune. Qu'on va faire tel type de logement, que l'on va urbaniser ici, que l'on va implanter ou non une zone d'activités... Je suis là pour faire en sorte que quand un maire veut faire quelque chose, le 'chèque' soit le plus important possible. C'est à cela que sert un président. »

Une élection sous haute surveillance

Si l'élection du président du Grand Avignon ne suscitait jusqu'alors pas un intérêt particulier au-delà des frontières intercommunales, la candidature du très médiatique Olivier Galzi semble avoir grandement rebattu les cartes. En effet, le profil atypique de ce nouvel élu divers droite issu de la société civile a éveillé la curiosité au niveau national. Suffisamment en tout cas, pour que l'élection du futur président du Grand Avignon soit particulièrement scrutée au plus haut niveau de l'Etat. Une attention qui n'a pas échappé aux principales collectivités territoriales locales partenaires financiers de l'agglomération. Lassé par les désaccords de gouvernance au sein du Grand Avignon, il se murmure que le Conseil départemental de Vaucluse aspire à davantage de sérénité à la tête de l'agglo. Le Département aurait plus que jamais besoin d'une 'locomotive' forte dans ce territoire parmi les plus pauvres de France. Même agacement du côté de la Région Sud où son président Renaud Muselier, n'a toujours pas digéré la volte-face de l'agglo sur le dossier de la LEO : « Une erreur stratégique historique » selon lui qui garde



Ecrit par Laurent Garcia le 30 mars 2026

une dent contre Joël Guin, le président sortant.

« J'ai Avignon qui est contre, mais le Grand Avignon qui est pour. Je leur dit : 'entendez-vous entre vous, nous on finance'. [Joël Guin](#) me dit qu'il n'en veut plus et bien on ne fait plus, [expliquait-il dans nos colonnes](#). C'est plus de 90M€ qui vont partir de là et qui, mécaniquement, vont aller ailleurs parce que la volonté politique de l'action territoriale sur Avignon fait en sorte qu'ils ne les veulent pas. Je trouve que c'est une erreur stratégique historique. Moi, je pense que la LEO c'était nécessaire. C'est un dossier qui va poser d'énormes difficultés dans l'avenir. »

Même dans les intercommunalités alentours, le résultat de l'élection à la présidence du Grand Avignon qui devrait se tenir dans le courant de la semaine prochaine pourrait avoir un impact. Selon son résultat, certaines communes seraient à frapper à la porte d'une intercommunalité afin apaisée. Le sens de l'histoire ?

Faire preuve d'intelligence collective

« Aller chercher des financements, des crédits, des investisseurs, de l'attractivité, c'est ce que je veux faire pour Avignon. J'ai les réseaux pour le faire. Je veux en faire profiter également le Grand Avignon pour que nous bénéficions d'un effet de levier pour Avignon, la locomotive de l'agglo, mais aussi pour l'ensemble de notre territoire. C'est-à-dire cette communauté de destin regroupant nos 16 communes membres. A nous donc de faire preuve de cette intelligence collective sinon cela ne fonctionnera pas bien. Partout en France, tout le monde sait qu'une intercommunalité fonctionne mal quand ce n'est pas la commune centre qui est à tête. Lorsque j'ai été patron d'un groupe de 1 200 personnes (NDLR : Edeis), j'ai travaillé sur 22 territoires différents sur tout le territoire. J'ai pu constater factuellement moi aussi que les agglomérations ne fonctionnaient pas bien là où les communes centres n'étaient pas à la manœuvre. »

« Cela ne veut pas dire que la ville-centre décide de tout, bien au contraire. Cela veut dire que le Grand Avignon doit fonctionner comme un 'pack' où chacun doit s'épauler. Avignon ne peut pas, et ne voudra pas tout faire. Cette mutualisation de la gouvernance passe donc par une implication des autres maires dans les structures 'satellites' de l'agglomération comme Técély par exemple. Cette force collective peut être aussi valable dans des domaines qui ne dépendent pas des compétences directes de l'agglomération. Je pense à des sujets comme la mobilisation contre le projet de lotissement de la Grande Bastide à Velleron ou bien encore le soutien à la nouvelle zone d'activités à Entraigues. Que ce soit de l'urbanisme, du foncier économique, du logement, des infrastructures : à partir du moment où un projet contrevient, ou à l'inverse est ralenti pour une raison ou une autre, au projet de territoire constituant notre charte du vivre ensemble dans l'agglomération, alors tous les membres doivent venir en aide au maire qui est en difficulté. Quel que soit le sujet. Dans tous les cas, le Grand Avignon doit rester une communauté de destin »

« Le Grand Avignon dispose des finances d'une agglomération mais des besoins d'une métropole. »



Ecrit par Laurent Garcia le 30 mars 2026

Répondant à ceux qui le qualifierait de candidat de rupture, l'ancien journaliste précise qu'il sera plutôt « un candidat de la continuité. Mon projet de territoire, c'est le projet de territoire que l'on trouve aujourd'hui sur le site du Grand Avignon. Cette vision a été élaboré par les 16 maires qui ont parfaitement compris ce qu'il fallait faire à l'échelle de notre bassin de vie. L'écueil ce n'est donc pas la vision qu'ils ont eue. Le problème, c'est que dans de nombreux domaines, la mobilité tout particulièrement, le Grand Avignon dispose des finances d'une agglomération mais des besoins d'une métropole. La difficulté c'est donc plus notre capacité à aller chercher les moyens pour financer cette vision. Générer les moyens, c'est cela ce que je peux apporter avant tout. »

LEO : « la balle est dans notre camp »

« On a la possibilité aujourd'hui d'avoir quelqu'un qui est le maire de la ville-centre et qui a l'opportunité d'aller générer un peu plus d'attractivité et de moyens en utilisant ses réseaux, complète Olivier Galzi. Demain, quand j'irais négocier à Paris, dans un ministère, à Matignon ou même à l'Elysée, ou que j'irais à Marseille pour négocier avec la Région, évidemment que l'on me dira : 'tu es là en tant que maire d'Avignon où tu es là en tant que président de l'agglomération ?'. Si c'est les deux, cela aura plus de poids et de lisibilité. »

« [La LEO \(Liaison Est-Ouest\) illustre parfaitement ce qui se passe quand nous ne jouons pas collectif](#), insiste le maire d'Avignon. Que dit le ministre transport quand il referme le dossier ? Il dit 'tant que les élus locaux ne seront pas capables de se mettre d'accord'. Donc aujourd'hui, la balle est dans notre camp. Je sais que ce n'est pas simple, mais si nous voulons un projet structurant et si nous voulons avoir une chance d'être entendus, surtout par temps de disette d'argent public, il est impératif de faire bloc ensemble. Il y a là une véritable urgence car la DUP (Déclaration d'utilité publique) arrive bientôt à son terme dans ce dossier d'intérêt national, où il serait bien d'ailleurs que le 'national' fasse effectivement preuve d'un peu plus de volontarisme. Au-delà de ça, c'est l'ensemble des dossiers de mobilités qui n'a pas avancé comme cela aurait dû. On ne va pas se mentir. La politique des transports, très clairement, a été 'stand-by' pendant la dernière mandature parce qu'il y avait ces tiraillement entre la ville-centre et les communes alentours. Une ville-centre qui se meurt et des habitants de la rocade dont on met la santé en danger. »

Ecrit par Laurent Garcia le 30 mars 2026



Cabinet et DGS : pas de mutualisation entre la mairie et l'agglo

La question peut paraître technique, mais elle a son importance cruciale en termes de fonctionnement : Olivier Galzi songe-t-il à mutualiser les postes de DGS (Directeur général des services) ainsi que ceux de son cabinet en mairie avec ceux de l'agglomération ?

« Il n'y aura jamais de directeur de cabinet, ni de DGS commun, s'engage Olivier Galzi. Cela irait contre la logique de l'agglomération. Je ne peux pas demander à un cabinet municipal d'être à 100% pour ma ville à Avignon, et ensuite lui dire d'être à 100% pour les 16 communes quand il est à l'agglo. Idem pour un DGS, il ne peut pas être investi à fond pour sa ville et ensuite se contenter d'être 1/16^e de sa ville au sein de son agglomération. Cela n'a pas de sens, non seulement je ne le ferais pas et je ne l'ai jamais imaginé. »

« Ce n'est pas acceptable »

« Maire d'Avignon et président du Grand Avignon, se sont deux fonctions très exigeantes qui se recoupent sur énormément de sujets, notamment sur tous les sujets structurants qui sont portés par l'agglomération. Par contre, ce que l'on demande plus précisément à un président, c'est d'avoir une vision pour l'ensemble : Où est-ce qu'on est ? Où est-ce qu'on veut aller ? Comment aller chercher les moyens pour y aller ? Après, il y a une administration pour appliquer cette vision politique collective. Et pour piloter cette administration, il faut aussi un cabinet. Ce dernier doit être totalement indépendant de la commune. On ne peut pas imaginer une mutualisation. Pourquoi ? Parce que cela voudrait dire que



Ecrit par Laurent Garcia le 30 mars 2026

l'agglomération devient la courroie de transmission d'une commune, que ce soit Avignon ou une autre. Ce n'est pas acceptable », répète l'ancien présentateur du JT. Crédit : Echo du mardi

Devenir la capitale française des ICC

L'occasion pour le premier édile de la cité des papes d'évoquer un grand dossier transport plein de promesse pour l'agglomération : [le SERM \(Service express régional métropolitain\) du Grand Avignon](#).

« Sur le papier, c'est quelque chose de très intéressant, constate-t-il. La clef de la réussite de ce projet résidera avant tout dans l'offre de cadencement et le coût des investissements. Il faudra cependant s'attendre à des discussions assez serrées avec la SNCF ainsi qu'avec les deux régions, celles de Paca, mais aussi d'Occitanie' où nous pourrions compter sur la mobilisation de nos maires gardois », prévient-il déjà.

Au-delà des problématiques de mobilités, Olivier Galzi reconnaît que le Grand Avignon est aussi au cœur d'autres grands enjeux comme la transition énergétique, transition écologique la culture ou bien encore le développement économique.

« Je souhaite qu'Avignon devienne la capitale française des Industries culturelles et créatives (ICC) », annonce le maire d'Avignon qui voit là l'occasion d'allier attractivité économique et culture.

« Je veux capitaliser sur ce nom historiquement et mondialement connu qu'est Avignon pour attirer des entreprises et des moyens », martèle-t-il.

« Je suis totalement favorable au principe d'une vice-présidence par commune. »

Quel fonctionnement pour l'agglomération ?

« L'agglomération, c'est une table ronde avec 16 maires qui sont 16 pairs. Des maires qui mettent tous les mains dans le cambouis. C'est pour cela que je suis totalement favorable au principe d'une vice-présidence par commune. Pourquoi ? Parce que cela veut dire que nous jouons la carte de la solidarité. Je ne peux pas dire : 'ne vous inquiétez pas, je suis la ville-centre et je travaillerai pour vous'. Non, tout le monde va travailler pour tout le monde. Les communes les plus éloignées vont travailler pour l'ensemble de l'agglomération et le centre se mobilisera pour sa périphérie. C'est pour cela que je compte m'appuyer sur le conseil des vice-présidents qui réunira les maires des 16 communes membres de l'agglomération afin que chaque commune prenne la place qui est la sienne pour faire vivre ce collectif. Et, je le répète, pour cela ils pourront compter sur un cabinet et une administration du Grand Avignon indépendante de celle d'Avignon. » (voir aussi encadré : 'Cabinet et DGS : pas de mutualisation entre la mairie et l'agglomération')

L.G.

[Olivier Galzi est officiellement le nouveau maire d'Avignon](#)